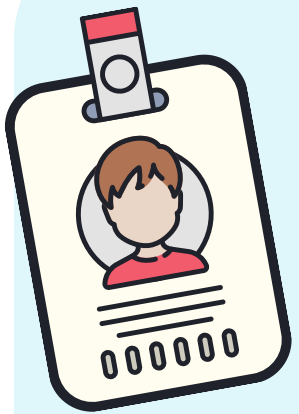




Éléments d'identification de la personne nom/prénom, domicile, nationalité



Le nom



1) En cas de déclaration conjointe des parents :

Les parents peuvent donner le nom du père, celui de la mère ou les deux noms dans un sens comme dans l'autre (**art. 311-21 al3 C.civ**).

En revanche, lorsque aucun choix n'a été fait par les parents, l'enfant prend le nom de son père (**art. 311-21 al1 C.civ**).

2) En l'absence de déclaration conjointe des parents (**art.311-21 ali 1 C.civ**)

- si la filiation est établie au plus tard le jour de la déclaration de la naissance, à l'égard des deux parents successivement (l'un après l'autre), l'enfant prend le nom de celui à l'égard duquel la filiation est établie en premier

- si la filiation est établie au plus tard le jour de la déclaration de la naissance, à l'égard des deux parents simultanément (en même temps), l'enfant prend le nom de son père

Il existe une notion que l'on appelle **nom d'usage**. Cela signifie que chacun des époux peut porter, à titre d'usage, le nom de l'autre époux, par substitution ou adjonction à son propre nom dans l'ordre qu'il choisit (**art. 225-1 C.civ**).

Si en principe le nom est imprescriptible et immuable, toute personne peut demander à changer de nom à condition de justifier d'un **intérêt légitime**. De plus, par une **loi du 2 mars 2022**, il est possible de changer de nom par une **simple déclaration à l'état civil**. Il est nécessaire d'être majeur et cette procédure ne peut être réalisée qu'une fois dans sa vie. Un parent peut ajouter son nom, à titre d'usage à son enfant, en informant l'autre parent, le consentement de l'enfant est nécessaire s'il a plus de 13 ans. Cette nouvelle procédure est appliquée à partir du 1er juillet 2022.



Le prénom



Dans les cas les plus fréquents, les prénoms de l'enfant sont **choisis par ses père et mère**.

À défaut, ou lorsque les parents ne sont pas connus, l'**officier d'état civil choisit les prénoms** (**art. 57 al1 C.civ**).

Une procédure garantit toutefois que le ou les prénoms soient **conformes à l'intérêt de l'enfant**. Lorsque le ou les prénoms paraissent à l'officier d'état civil contraires à cet intérêt, il en avise le procureur de la République.

Le domicile

1) Principe : le domicile volontaire

Le domicile est fixé au lieu où la personne a son **principal établissement** (**art. 102 al 1 C.civ**), c'est-à-dire ses activités et ses intérêts.

Pour le mineur non émancipé, son domicile est fixé chez ses parents.

2) Exception : le domicile élu volontaire

La personne peut choisir un domicile qui n'est pas en lien avec ses activités ni ses intérêts. L'**art. 111 C.civ** admet l'élection de domicile pour les personnes sans domicile fixe par exemple.



Droit des personnes

Éléments d'identification de la personne

nom/prénom, domicile, nationalité



La nationalité est en principe obtenue **automatiquement**.

Cependant, il existe des exceptions à ce principe et la nationalité va pouvoir s'acquérir par **déclaration** ou par **décret**.



Obtention automatique de la nationalité



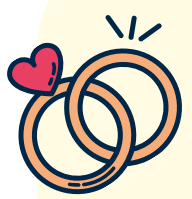
Lorsque la nationalité française s'acquiert par filiation, on parle de "**droit du sang**".

Lorsque la nationalité française s'acquiert par la naissance en France, on parle de "**droit du sol**".



L'enfant "est réputé avoir été français dès sa naissance, même si l'existence des conditions requises par la loi pour l'attribution de la nationalité française n'est établie que postérieurement" (**art. 20 al1 C.civ**).

Obtention de la nationalité par déclaration ou décret



1) Le mariage

Pour acquérir la nationalité par déclaration, l'étranger qui contracte un mariage avec un conjoint de nationalité française doit remplir certaines conditions (**art. 21-2 C.civ**), notamment afin d'éviter les mariages blancs.



2) L'adoption de l'enfant en France

Soit adoption simple pour un Français ; soit pour un enfant qui depuis au moins 3 ans est élevé par un Français ou confié au service de l'aide sociale à l'enfance ; soit enfin pour un enfant recueilli en France et ayant reçu pendant au moins 5 ans une formation française.

3) Possession d'état

C'est le fait de se comporter comme un Français et d'être traité comme tel par les tiers.



4) Naturalisation

- > 18 ans
- Ne jamais avoir commis d'infractions
- Assimilation à la communauté
- Résider en France depuis au moins 5 ans.

5) Étranger blessé servant l'armée française

La nationalité française lui est conférée par décret, sur **proposition du ministre de la Défense**. En cas de décès, ses enfants mineurs peuvent se voir accorder la nationalité à condition qu'ils aient résidé avec lui au jour du décès (**art. 21-14-1 C.civ**).



JurisLogic